



Les personnes âgées en situation de dépendance

Philippe Bas
Ministre délégué
à la Sécurité sociale,
aux Personnes
âgées, à la Famille
et aux Personnes
handicapées

L'extraordinaire allongement de la vie est l'aventure du nouveau siècle. Il est un privilège de nos nations développées, à condition que les personnes qui avancent en âge soient actives et en bonne santé. En atteignant notre grand âge, nous ne passerons pas nécessairement par la case « dépendance », loin de là. D'après la dernière enquête Insee-HID, la perte d'autonomie frappe déjà moins de 5 % des personnes de 70 à 79 ans, moins de 18 % des 80 à 89 ans et moins de la moitié (43 %) des plus de 90 ans. Un tiers seulement des hommes de plus de 90 ans est atteint de dépendance. L'espérance de vie augmente. L'espérance de vie en bonne santé augmente encore plus vite.

Malgré cela, la dépendance atteint aujourd'hui plus d'un million de personnes âgées, et plusieurs millions de proches à leur chevet, qu'on doit absolument soutenir davantage.

Face à cette réalité il faut non seulement prendre en charge la dépendance des personnes âgées, mais aussi la retarder en agissant par un effort sans précédent de prévention et de détection des troubles de santé auprès de l'immense majorité (93 %) de personnes de plus de 60 ans qui sont autonomes, actives et en bonne santé.

C'est tout l'enjeu du plan Solidarité grand âge. Il entend donner aux personnes âgées le libre choix de rester chez elles : doubler les capacités d'hospitalisation à domicile, augmenter de 40 % en cinq ans les services de soins infirmiers, élargir l'éventail des services offerts, soutenir les aidants familiaux par un droit au répit. Pour les personnes les plus vulnérables, la réforme invente la maison de retraite de demain qui permettra, tout en maîtrisant les coûts, une vie plus chaleureuse, entourée de personnels toujours mieux formés et en plus grand nombre.

Il nous faut assurer, dans la durée, le financement solidaire de ces mesures. La journée de solidarité a déjà permis de dégager plus de 2 milliards d'euros supplémentaires pour les personnes âgées et handicapées. Une mission confiée à Hélène Gisserot, procureur honoraire auprès de la Cour des comptes, apportera de nouvelles pistes et préparera un débat national pour qu'une aide à l'autonomie soit garantie à tous les citoyens vulnérables.

L'hôpital doit jouer un rôle majeur dans le maintien de l'autonomie des personnes âgées hospitalisées après la survenue d'une maladie ou d'un accident de la vie. Une prise en charge gériatrique spécifique est organisée dès l'accueil des patients âgés au sein d'une filière de soins. Cette filière doit permettre d'éviter le choc psychologique de l'hospitalisation par une prise en charge globale de la personne fragile. Ainsi seront assurés la préservation de son autonomie et son retour au domicile dans les meilleures conditions.

Le système de soins ne sera pleinement efficace pour les personnes âgées qu'en resserrant les liens entre le domicile, la maison de retraite et l'hôpital. Le médecin de famille, l'hôpital, les services de soins à domicile et les maisons de retraite formeront désormais un réseau pour que les patients passent facilement d'une structure à l'autre.

Cessons de croire que la dépendance est une fatalité du grand âge. Ce n'est pas vrai. Pour la réduire encore, nous devons aussi insuffler une nouvelle dynamique à la recherche et à la prévention.

Je tiens à ce que la politique de prévention des maladies liées au vieillissement vise tous les facteurs de risque de perte d'autonomie. Une consultation de prévention confiée au généraliste, qui sera formé à cet effet, sera proposée gratuitement dès 2007 à toutes les personnes de plus de 70 ans. Le programme national « Bien Vieillir » financera les projets associatifs qui incitent à la pratique d'activités physiques, diffusent des pratiques alimentaires saines et renforcent le lien entre les générations.

Pour amplifier l'effort de la recherche de la France sur les maladies du grand âge, en particulier la maladie d'Alzheimer, de Parkinson et les maladies apparentées, un « Plan national de recherche sur le cerveau et les maladies du système nerveux » sera lancé dès 2006. La mise en œuvre du Plan Alzheimer s'accélère. La gériatrie universitaire est en train d'être dotée des ressources nécessaires pour que le système hospitalo-universitaire français puisse enfin relever le défi du grand âge. D'ici 2010, le nombre de professeurs de médecine et de chefs de clinique spécialisés en gériatrie va augmenter de 60 %.

Le nombre de nos concitoyens octogénaires va doubler dans les dix prochaines années. L'espérance moyenne de vie sans incapacité ne cesse d'augmenter. Je veux mettre toutes mes forces pour que nous soyons prêts pour accompagner cette remarquable avancée de la vie. ■